

Collectifs locaux d'agriculteurs engagés dans la transition agroécologique

Appel à projets 2025 Hauts-de-France



GUIDE FINANCIER DU PORTEUR DE PROJET

Date de lancement des appels à projets : **3 Mars 2025**

Date limite de candidature :

Pour le volet GIEE : **2 Mai 2025**

Pour le volet Emergence : **13 Juin 2025**

Questions et informations complémentaires contactez :

collectifs.draaf-hauts-de-france@agriculture.gouv.fr

qmonfourny@eau-artois-picardie.fr

lannuzel.katia@aesn.fr

Financé par :

Avec
la contribution
financière du compte
d'affectation spéciale
développement
agricole et rural
CASDAR


**MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE LA SOUVERAINETÉ
ALIMENTAIRE**
*Liberté
Égalité
Fraternité*


**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**
*Liberté
Égalité
Fraternité*


AGENCE DE L'EAU
ARTOIS - PICARDIE


**eau
seine
NORMANDIE**
Agence de l'eau
Établissement public de l'État

AVERTISSEMENT

Les aspects relatifs à l'éligibilité du porteur de projet, à celle du projet figurent dans le cahier des charges respectif de chacun des volets concernés de l'appel à projets 2025. Ne figurent dans le présent document que les éléments relatifs au volet financier du dossier de candidature (notamment les règles de construction du compte prévisionnel de réalisation).

SOMMAIRE

FINANCEMENTS MOBILISÉS	1
CONSTRUCTION DU PLAN DE FINANCEMENT.....	1
LES DÉPENSES ÉLIGIBLES ET NON-ÉLIGIBLES.....	1
1- Les dépenses éligibles	1
A) Plafonds, planchers, forfaits et règles d'intervention des financeurs	2
B) Les dépenses directes et indirectes de personnel	2
C) Les dépenses liées à des prestations de service	4
D) Les dépenses autre que personnel ou de prestation de service	4
E) Prise en compte de la TVA (taxe sur la valeur ajoutée)	5
2- Les dépenses non éligibles.....	5
RÈGLES D'INTERVENTION FINANCIÈRE APPLICABLES AUX TROIS VOLETS	6
1- Taux d'aides applicables et plafonds aux GIEE et groupes émergents.....	6
2- Barèmes standards de coûts unitaires	7
CALENDRIER DE PRISE EN COMPTE DES DEPENSES ET DE VERSEMENT DE L'AIDE.....	7
1- Date de prise en compte des dépenses	7
2- Durée de financement.....	8
LE CONTENU DU DOSSIER DE DEMANDE DE FINANCEMENT DES TROIS VOLETS.....	8
LA SÉLECTION DES DOSSIERS POUR L'ATTRIBUTION DES FINANCEMENTS.....	9
ANNEXES.....	9

FINANCEMENTS MOBILISÉS

En Hauts de-France, trois financeurs sont mobilisés dans le cadre du présent appel à projets :

- L'**Agence de l'Eau Artois-Picardie** dans le cadre de son 12^{ème} programme d'intervention, dont les règles d'intervention sont consultable sur le site suivant : <https://www.eau-artois-picardie.fr/les-deliberations-par-domaine-dintervention-12eme-programme-dintervention> ;
- L'**Agence de l'Eau Seine Normandie** dans le cadre de son 12^{ème} programme d'intervention, dont les règles d'intervention sont consultable sur le site suivant : <https://www.eau-seine-normandie.fr/les-aides-du-programme-eau-climat-et-biodiversite-2025-2030> ;
- L'État, via les fonds **CASDAR** (Compte d'Affectation Spéciale pour le Développement Agricole et Rural) dédiés aux GIEE reconnus et aux groupes émergents s'orientant vers la création d'un GIEE, dont les règles de mobilisation de ces crédits sont spécifiées dans l'instruction technique DGPE/SDPE/2019-29, consultable sur le site suivant : <https://www.legifrance.gouv.fr/circulaire/id/44285>.

Les moyens financiers étant communs aux trois volets « reconnaissance et financement d'un GIEE », « renouvellement de financement d'un GIEE » et « émergence de groupes », la répartition des crédits entre l'accompagnement de groupes déjà structurés (mettant en œuvre un projet bien défini) et l'accompagnement de groupes émergents se fera en fonction du nombre de dossiers et de la qualité des projets.

Dans le cadre de cet appel à projets, deux régimes cadres exemptés de notification pourront être mobilisés :

- SA.108732 relatif aux aides à la recherche et au développement dans le secteur agricole pour la période 2023-2029 ;
- SA.109081 relatif aux aides aux services de conseil dans le secteur agricole pour la période 2023-2029 ;
- SA.108940 relatif aux aides à l'échange de connaissances et aux actions d'information dans le secteur agricole pour la période 2023-2029 ;
- SA.108057 relatif aux aides à la coopération dans le secteur agricole et agroalimentaire pour la période 2023-2029.

CONSTRUCTION DU PLAN DE FINANCEMENT

Le budget présenté dans le plan de financement doit porter uniquement sur des dépenses directement imputables au projet, et éventuellement, pour les structures ne bénéficiant pas déjà de crédits CASDAR sur la période du projet, d'un montant forfaitaire de charges indirectes. Il doit écarter toutes dépenses de la structure porteuse du projet qui ne concernent pas la mise en œuvre directe du projet pour lequel est demandée la subvention. Il correspondra le plus souvent à un budget partiel de la structure. Le plan de financement est demandé pour les trois volets : voir l'**Annexe 1** pour le plan de financement du volet « reconnaissance et financement d'un GIEE » et « renouvellement de financement GIEE » et l'**Annexe 2** pour le volet « émergence de groupes ».

En cas de financement du projet, la subvention accordée est conditionnée à la réalisation du budget prévisionnel. Si le budget final de réalisation montre une sous réalisation des dépenses par rapport au budget prévisionnel, le montant définitif de la subvention accordée sera calculé sur les montants réels selon les conditions de la convention liant le bénéficiaire et le ou les financeurs.

LES DÉPENSES ÉLIGIBLES ET NON-ÉLIGIBLES

1- Les dépenses éligibles

Les **dépenses éligibles** sont tout ou partie des dépenses supportées par le bénéficiaire, nécessaires à la réalisation du projet présenté et figurant dans le plan d'actions présenté.

Cet appel à projets cible les **actions de construction, d'animation, d'appui technique et d'accompagnement des groupes et des agriculteurs dans leur projet collectif.**

On distingue trois grands types de dépenses éligibles (sous forme de dépenses directes de personnels ou de prestations de service) :

1. **Les dépenses d'animation de l'action collective, d'ingénierie, de conseil collectif, d'expertise** permettant d'assurer la vie du groupe, la cohérence, la dynamique et la réussite des projets : journées d'échanges ; études et diagnostics d'exploitations ; tours de plaine ; formations (exceptées les formations financées par ailleurs via VIVEA, FAFSEA...);
2. **Les essais et expérimentations (hors groupes émergents)** : temps de réunion pour définir le protocole ; tests liés à la mise en place de techniques alternatives ; analyses agronomiques ; présentation des résultats ; petits achats collectifs supportés par les porteurs de projets pour l'expérimentation de solutions innovantes ;
3. **Les actions de capitalisation et de transfert technique** : collecte des données des exploitations, calculs des indicateurs et analyse ; actions et supports de communication liés au transfert et à la diffusion des résultats et des expériences (il s'agit des actions d'information, d'échanges, de démonstrations et de visites d'exploitations, ainsi que la réalisation de supports).

NB : les actions de communication ne sont pas éligibles en émergence.

Synthétiquement, sont éligibles :

Groupes émergents	GIEE
<ul style="list-style-type: none"> Les dépenses d'animation de l'action collective, d'ingénierie, de conseil collectif, d'expertise, la collecte des données d'exploitation et les diagnostics. 	<ul style="list-style-type: none"> Les dépenses d'animation de l'action collective, d'ingénierie, de conseil collectif, d'expertise ; Les essais et expérimentations ; Les actions de transfert technique, communication et de capitalisation ; Nouveauté : Les diagnostics de fin de projet, à la fin d'une période de financement de 3 ans, qui devront utiliser le même outil que pour les diagnostics initiaux ou un autre outil reprenant a minima les indicateurs de la triple performance.

A) Plafonds, planchers, forfaits et règles d'intervention des financeurs

	Agence de l'eau Artois-Picardie	Agence de l'eau Seine Normandie	État via les fonds CASDAR
Plafond lié au coûts jour charges indirectes inclus	500 €/jour	436 €/jour	500 €/jour
Actions de conseil et diagnostic	Aide plafonnée à 2 000 € HT par exploitation agricole par an		
Plafond lié à l'expérimentation (GIEE)	Le montant ne doit pas excéder 30 % du montant total du projet.		
Plafond lié à la conception de supports de communication	20 000 € de participation financière par projet et par an.		

B) Les dépenses directes et indirectes de personnel

Les **dépenses directes de personnel** sont mobilisées pour la mise en œuvre des actions éligibles du projet. Il s'agit du personnel salarié de la structure demandeuse, ou mis à sa disposition par convention. Les règles d'intervention ont été en partie harmonisées pour tous les financeurs.

Les dépenses de personnel sont calculées sur la base du salaire annuel et du nombre de jours travaillés par l'agent (voir le détail du calcul ci-dessous). Au moment de la demande de solde, les dépenses de personnel salariés seront prises sur des coûts réels (« salaire chargé » c'est-à-dire charges patronales incluses), et non pas au forfait. Elles devront être justifiées par des bulletins de salaire et par le nombre de jours productifs éligibles accompagnés des conventions de mise à disposition pour les personnels concernés, qui doivent préciser l'objet (en lien avec une action GIEE), le temps consacré à l'opération, ainsi que son coût.

Si l'identification de l'intervenant n'est pas connue, indiquer son niveau de qualification (ingénieur, technicien, administratif...). Il peut s'agir des exploitants agricoles membres du GIEE pour leur temps de travail consacré aux actions d'animation et d'ingénierie. Une **convention de mise à disposition devra être établie**.

Pour déterminer les frais des salariés liés à une action. Il s'agit de multiplier le nombre de jours consacrés à cette action par le coût journalier.

Mode de calcul du coût journalier (coût jour) par agent :

$$\text{Coût journalier} = \frac{\text{frais de personnel} + \text{frais de fonctionnement}}{\text{Nombre de jours travaillés pour le projet par an}}$$

Avec :

- ✓ **Frais de personnel** : ce calcul inclut les salaires chargés des salariés impliqués dans le projet = salaire brut + charges patronales
- ✓ **Frais de fonctionnement des salariés et charges indirectes liés à la structure** : ces frais de fonctionnement sont ceux liés à la mission et au projet. Ils incluent les frais de déplacement, dont peut être inclus les frais de restauration et d'hébergement de l'animateur, et les charges indirectes liées à la structure (voir ci-dessous).
- ✓ **Nombre de jours travaillés par an** : pour une personne salariée à temps plein, un forfait jour annuel est établi. Conformément au Code du Travail, le nombre de jours travaillés doit être inférieur à 228 jours annuels (19 j/mois ou 1 607 h/an). Dans le cas d'un nombre de jours supérieur, il devra être justifié par une attestation sur l'honneur accompagnée de preuves justifiant la nécessité d'une telle exception.

L'attestation de coût journalier devra impérativement distinguer la part du coût journalier liée aux frais de fonctionnement de celle liée aux salaires (modèle Annexe 3). Si le projet concerne plusieurs salariés, plusieurs coûts jours sont à calculer.

Attention les dépenses de personnel suivantes ne peuvent intégrer dans le calcul du coût journalier :

- Les jours de formation des salariés
- Les jours de congés maladie
- Les dividendes du travail
- L'intéressement et la participation aux résultats de l'entreprise
- Les plans d'épargne salariale
- Les provisions pour les congés payés et les RTT
- Les contrats aidés

Les **charges indirectes** (= autres frais de fonctionnement) sont représentées :

- Pour un financement CASDAR, par les coûts logistiques des agents ayant participé aux actions du projet peuvent inclure des dépenses telles que le loyer, les frais d'entretien, le chauffage, les frais de téléphone, les charges comptables, les frais financiers, judiciaires, les amortissements, les assurances... Ces charges indirectes sont éligibles pour les structures candidates qui ne bénéficient pas de crédits CASDAR pour les années concernées par le projet. Dans ce cas, une attestation sur l'honneur de non-perception de crédits CASDAR devra être fournie par la structure.

Les dispositions prévues par les régimes d'aides d'Etat 2023-2029 ne permettent plus, à ce jour, d'appliquer un forfait, en % des dépenses directes de personnel, comme les années précédentes. Ces charges devront donc être justifiées par une comptabilité analytique, faisant ressortir les frais imputables à l'action (nombre d'agent, temps d'action). Le montant pourra alors être pris en compte comme dépense éligible, jusqu'à

concurrence d'un plafond de **15 % des charges directes de personnel**. Ces modalités sont susceptibles d'évoluer.

- Pour un financement AESN, par des :
 - *Frais réels généraux* : achats non stockés de matière et fournitures (eau, électricité, chauffage, carburant, fournitures de bureau, entretiens et petit équipement), services extérieurs (locations, charges locatives, entretiens, réparations, maintenance, assurances et redevance pour logiciels) et autres services extérieurs (frais postaux et télécommunication et prestations externes informatique, comptable, honoraires CAC, gardiennage, nettoyage...);
 - *Frais de personnel indirect* : services généraux, (compta achat juridique), SIGiste, support information, encadrement de l'animateur (jusqu'à n+2) et secrétariat.
- Pour un financement AEAP, par des :
 - *Frais des agents principaux* : transport (amortissement, carburant, assurance, billets de transports, location...);
 - *Frais des fonctions support liées au projet* : documentation, encadrement du projet, juridique/commande publique, secrétariat, SIGiste/cartographe/valorisation de données et prestataire sur les fonctions support listées (nombre de jours consacrés au projet et % si prestataire);
 - *Frais de fonctionnement* : amortissements ou loyers liés aux bâtiments, assurance (hors véhicule), consommables/achats de fournitures, fonctionnement général des locaux/énergie/entretien, formations/séminaires, frais postaux/télécommunication et informatique (nombre de jours consacrés au projet).

Les **frais de déplacements des salariés de la structure demandeuse ou mis à disposition par convention** sont les frais kilométriques, les frais de repas, les remboursements des frais de déplacement, de restauration et d'hébergement avancés par le salarié de la structure. Au moment de la demande de versement du solde octroyée, les justificatifs suivants devront être fournis : un tableau récapitulatif certifié (signé par le responsable de la structure et de l'expert-comptable ou le commissaire aux comptes) des dépenses qu'il aura acquittées relatives aux déplacements (par action et personne, avec la date du déplacement, le lieu, le motif, les nuitées et repas) et une copie de la carte grise du véhicule. Si le barème interne est utilisé, il faudra fournir la délibération ad hoc prise par la structure. Les preuves des dépenses acquittées devront être conservées pour les présenter en cas de contrôle.

C) Les dépenses liées à des prestations de service

Sont éligibles les dépenses liées à des prestations de service directement liées à l'action et pouvant être justifiées, au moment de la demande de solde de la subvention, par des factures acquittées ou des pièces comptables de valeur probante équivalente.

D) Les dépenses autre que personnel ou de prestation de service

Les dépenses autres que de personnel ou de prestation de service directement liées à la mise en œuvre du projet et qui font l'objet d'une facturation, sont éligibles. Pour le CASDAR, elles sont plafonnées à 20 % des dépenses totales éligibles.

Ce sont par exemple :

- La location de salle ou de matériel pour l'organisation d'événements (séminaires, temps d'échange, journée porte ouverte, journée de restitution...);
- L'acquisition ou la location, à titre collectif, de petits matériels et d'équipements dans le cadre d'activités d'expérimentation ou de démonstration liées au projet;
- Les analyses agronomiques (sol, fourrages...);
- Les frais d'édition ou d'impression;
- **Nouveauté** : les frais d'intervenants et de formations.

Elles devront pouvoir être justifiées au moment de la demande de solde de la subvention, par des factures acquittées ou des pièces comptables de valeur probante équivalente.

Cas des dépenses d'investissement matériel (collectif ou individuel) liées au projet :

Elles sont **exclues du présent appel à projets**. Elles pourront faire l'objet d'une demande de subvention dans le cadre des appels à projets PRE'AD (Plan Résilience et Adaptation) du PSR (Plan stratégique Régional).

Toutefois, pour les investissements non pris en charge dans le PRE'AD, certaines modalités de prise en charge peuvent exister à la marge sur les fonds propres des Agences (se renseigner directement auprès de l'Agence de l'eau concernée).

E) Prise en compte de la TVA (taxe sur la valeur ajoutée)

Identification des dépenses HT ou TTC :

- Pour les bénéficiaires non assujettis à la TVA : la TVA est éligible car elle constitue une charge pour le porteur de projet ; les dépenses seront retenues TTC. Le porteur devra alors fournir une **attestation de non récupération de la TVA**.
- Pour les bénéficiaires assujettis à la TVA : la TVA est inéligible ; les dépenses concernées seront retenues en HT.

Au moment de la demande de versement de l'aide, les dépenses réellement supportées par le bénéficiaire devront être justifiées : factures acquittées, datées et le mode de règlement ET/OU relevés de compte.

2- Les dépenses non éligibles

Les dépenses suivantes ne sont **pas éligibles** :

- Les contributions en nature ;
- Les dépenses de formation prises en charge par les fonds de la formation professionnelle de VIVEA ou par d'autres financeurs ;
- Les manques à gagner ou surcoûts ou dépenses engagées par les participants aux actions (frais de repas, déplacement, hébergement...);
- Les frais de personnels statutaires pris en charge par l'État et/ou les collectivités territoriales ;
- Les coûts d'acquisition de références lorsqu'ils ne sont pas liés aux actions ;
- Les matériels individuels, d'occasion ou de simple remplacement ;
- Les charges indirectes de structure qui ne sont rattachables en aucune manière à l'opération (loyer, entretien, chauffage, téléphone, charges comptables, frais financiers, judiciaires, amortissements, assurances, frais de change, amendes, pénalités, contentieux, coûts exceptionnels - déménagement, réfection de bureaux, etc....).
- Les dépenses ayant déjà fait l'objet d'un financement par des fonds publics au titre du CASDAR, ou dans le cadre du 11^{ème} ou 12^{ème} programme des Agences de l'eau ;
- Les actions de conseil individuel ou de diagnostic individuel d'exploitation qui ne s'inscrivent pas dans l'action collective du groupe (NB : Les exploitants agricoles à titre individuel ne sont pas éligibles à l'aide, même s'ils sont les bénéficiaires des actions du collectif.)
- Les frais d'hébergement et de restauration, sauf s'ils sont liés à l'intervention d'experts ;
- Les dépenses relatives à un projet fondé exclusivement sur l'évolution des savoirs ;
- Les audits de certification collective ou individuelle.

Par ailleurs, conformément au régime cadre exempté SA. 108732 et SA.108940, ne sont pas éligibles à l'aide :

- Les organismes faisant l'objet d'une injonction de récupération non exécutée, émise par décision antérieure de la Commission déclarant les aides octroyées par le même État membre illégales et incompatibles avec le marché intérieur ;
- Les organismes en difficulté au sens de l'article 2, point 59 du REAF.

La TVA est exclue du bénéfice de l'aide, sauf si elle est non récupérable et supportée définitivement par le bénéficiaire de l'aide.

Plus spécifiquement, sont non-éligibles :

Groupes émergents	GIEE
<ul style="list-style-type: none"> Frais de création de l'association ; Actions liées à la communication ; Actions liées aux essais et à l'expérimentation. 	<ul style="list-style-type: none"> Essais variétaux/ vitrine de couvert ; Actions de communication qui ne sont pas liées au transfert technique et à la capitalisation.

RÈGLES D'INTERVENTION FINANCIÈRE APPLICABLES AUX TROIS VOLETS

Le dépôt d'un dossier dans le cadre de l'appel à projets, vaut demande de financement auprès des trois partenaires financiers. Une seule demande d'aide peut être déposée pour chaque volet.

Les projets devront être en lien avec les territoires et les enjeux prioritaires pour :

- L'Agence de l'eau Seine-Normandie : une aire d'alimentation de captage (AAC), des bassins versants à enjeux protection des milieux aquatiques ou humides et des bassins versants à enjeu maîtrise du ruissellement et de l'érosion ;
- L'Agence de l'eau Artois-Picardie : un enjeu « eau potable » (en particulier les aires d'alimentation des captages prioritaires définis dans le SDAGE), le programme « Maintien de l'Agriculture en Zones Humides », le programme « Maintien des prairies » et les territoires à risque de tension quantitative de la ressource en eau, soumis à pression d'irrigation.

Les communes concernées par un programme global de lutte contre l'érosion des sols reconnu par l'Agence de l'Eau (programme d'animation agroécologique en lien avec l'agriculture de conservation des sols, programme global d'aménagements hydrauliques issu d'une étude préalable) sont également des territoires à enjeux pour l'Agence de l'Eau Artois-Picardie.

1- Taux d'aides applicables et plafonds aux GIEE et groupes émergents

La subvention est plafonnée à 10 000 € pour les projets du volet « émergence de groupes », sauf exception pour l'Agence de l'eau Artois-Picardie. Cependant, elle ne pourra être attribuée qu'une seule fois pour le projet d'émergence concerné.

Au contraire, pour les projets du volet « reconnaissance et financement d'un GIEE », l'aide n'est pas plafonnée a priori. Cependant, si l'enveloppe disponible s'avérait insuffisante au regard du nombre de dossiers retenus, le montant accordé pourra être inférieur au montant demandé : un plafond par projet pourra être mis en place par arrêté préfectoral modificatif.

Les taux de financement sont ensuite décidés après analyse et évaluation des dossiers en comité de sélection. Un **financeur unique** sera *in fine* mobilisé par projet. Le taux est défini au regard de l'ambition, des thématiques des projets, des critères réglementaires et des règles d'interventions des agences de l'eau. Ces règles d'intervention et les taux de financement sont différents selon le financeur fléché :

- Pour l'Agence de l'Eau Artois-Picardie : le taux minimal est de **40 %** et le taux d'aide maximal de **70 %**. Ils s'appliquent pour les projets concernant les thématiques suivantes :
 - Les actions favorisant : les **changements** ou le **maintien de pratiques agroécologiques à l'échelle du système d'exploitation** ET/OU le **développement des cultures bas niveau d'intrant en lien avec la protection des captages** ET/OU **l'adaptation au changement climatique bénéficiant d'un taux d'aide majoré** ;
 - Les **projets filières** ;
 - Les projets conduisant à une **augmentation des surfaces cultivées** en : agriculture biologique, cultures à bas niveau d'intrants ET/OU cultures résilientes au changement climatique.
- Pour l'Agence de l'Eau Seine-Normandie : le taux minimal est de **50 %** et le taux d'aide maximal de **80 %**. Ils s'appliquent pour les projets concernant les thématiques suivantes :
 - Agriculture biologique ;

- Prairies et systèmes herbagers ;
 - Filières à bas niveau d'intrant (liste de l'AESN) ;
 - Réduction de l'usage des produits phytosanitaires, dont l'objectif de réduction à l'échelle de l'exploitation et du groupe par rapport à l'état initial doit être chiffré et compatible avec la stratégie Ecophyto 2030.
- Pour un financement CASDAR : le taux d'aide minimal s'aligne avec l'Agence Seine-Normandie (**50 %**) et pour le taux maximal sur les conditions d'interventions des deux Agences de l'eau sur le territoire concerné (**70 %** ou **80 %**). Ils s'appliquent pour tous les autres projets avec des thématiques en lien avec l'agroécologie.

D'autres cofinancements pourront également être mobilisés (Conseil régional, VIVEA...). Dans ce cas, ils devront être décrits et justifiés dans le plan de financement.

Dans tous les cas, les aides publiques ne pourront pas dépasser 80 % du montant des dépenses éligibles (taux maximum d'aides publiques) et les financements seront accordés dans la limite des capacités des enveloppes des financeurs et en fonction du nombre de dossiers et de la qualité des projets proposés. En cas d'enveloppe financière insuffisante, l'accompagnement de GIEE structurés et reconnus reste prioritaire sur l'émergence de groupe.

Le versement de la subvention sera conditionné par la remontée annuelle des indicateurs propre à chaque projet (cf. Cahier des charges partie 5.2).

2- Barèmes standards de coûts unitaires

Ces barèmes permettent de calculer tout ou partie des dépenses sur la base d'un coût à l'unité. Les dépenses sont alors justifiées suivant le niveau de réalisation effectif.

Les barèmes standards de coûts unitaires suivants ont été retenus pour tous types de groupes (sauf exception) :

- Pour les dépenses d'animation de l'action collective, d'ingénierie, de conseil collectif et d'expertise :
 - ❖ Formation : dépense plafonnée à une journée de préparation en complément du temps de formation mobilisé par l'animateur de la formation ;
 - ❖ Deux jours pour l'organisation d'une réunion (temps de préparation compris).
- Pour les dépenses d'actions de transfert technique et de capitalisation :
 - ❖ Deux jours d'animation pour la production de bilan annuel et trois jours pour un bilan de fin de projet pluriannuel ;
 - ❖ Calcul des indicateurs de suivi du projet : nombre de jour plafonné à un jour par exploitation et par an ;
 - ❖ Une demi-journée pour la rédaction d'un article (blog, presse, réseaux sociaux...);
 - ❖ **Nouveauté** : une journée pour une publication de type scientifique.

CALENDRIER DE PRISE EN COMPTE DES DEPENSES ET DE VERSEMENT DE L'AIDE

1- Date de prise en compte des dépenses

Date de début d'éligibilité des dépenses :

Quel que soit le financeur, le projet (et les dépenses associées) ne pourra débuter qu'à partir de la **date de réception du dossier complet** en DRAAF.

NB : La date figurant sur l'accusé de réception du dossier vaut début de démarrage autorisé des dépenses. En revanche, cela ne préjuge pas de l'éligibilité du dossier et ne vaut en aucun cas promesse de subvention.

Date de fin d'éligibilité des dépenses :

Elle correspond à la date la plus tardive entre l'achèvement physique de l'opération et le dernier acquittement (paiement émis et décaissé).

- Pour les groupes en émergence, les dépenses devront être réalisées dans un délai d'un an après le début des actions (date d'engagement des premières dépenses).
- Pour les GIEE déjà reconnus ou en cours de reconnaissance au présent appel à projets, les dépenses associées au GIEE (et faisant l'objet de la présente demande d'aide CASDAR) sont conditionnées à la reconnaissance du GIEE et à la convention de financement. Ainsi, les dépenses réalisées au-delà du terme figurant dans l'arrêté préfectoral de reconnaissance GIEE et/ou de la convention de financement ne pourront être prises en compte. De plus, les dépenses devront être réalisées dans un délai de 3 ans maximum après la date de début des actions.

2- Durée de financement

Pour les volets « reconnaissance et financement d'un GIEE » : la durée de financement est de **3 ans maximum, et renouvelable**.

Pour le volet « émergence de groupes » : la durée de financement est de **1 an maximum et non renouvelable**.

LE CONTENU DU DOSSIER DE DEMANDE DE FINANCEMENT DES TROIS VOLETS

Le dossier de demande de financement renseigné, daté et signé par la structure porteuse de la demande de financement, comprendra **obligatoirement** pour être complet les pièces suivantes :

Pour tous les demandeurs :

- o Le formulaire de demande de financement sur la plate-forme demarches-simplifiees.fr et l'intégralité des documents et pièces justificatives à déposer ;
- o Les pièces justificatives probantes des dépenses prévisionnelles (devis, pièces déclaratives, attestation présentant le mode de calcul du coût journalier datée et signée...);
- o Le plan de financement prévisionnel détaillé des dépenses d'animation, d'appui technique, de diffusion et de capitalisation envisagées par action et par acteur du GIEE (Annexe 1 et 2) ;
- o Le relevé d'identité bancaire (RIB) de la structure porteuse de la demande de financement, **signé du représentant et accompagné du cachet de la structure** ;
- o La lettre d'engagement de la structure porteuse de la demande de subvention (modèle sur le formulaire) ;
- o Le procès-verbal (ou compte-rendu officiel) délibérant de la personne morale, dont font partie les exploitants agricoles engagés dans le projet, approuvant le projet présenté ;

Selon la structure et la demande :

- o L'attestation de non récupération de la TVA pour les demandes portant sur un budget prévisionnel présenté en TTC ;
- o L'attestation sur l'honneur mentionnant l'absence de versement d'aides CASDAR pour la structure ;
- o Le cas échéant, la copie de la lettre d'engagement ou de la convention de partenariat établissant clairement la répartition des dépenses et des subventions sollicitées et approuvées par les différents partenaires ;
- o Le cas échéant, la liste des aides publiques qui sont ou seront mobilisées/sollicitées dans le cadre du projet en dehors du présent appel à projets, et une copie des demandes et/ou attributions de ces aides publiques ;
- o **Nouveauté** : Un planning prévisionnel de type diagramme de GANTT des actions à réaliser.

Pour les associations :

- o Le formulaire Cerfa 12156*5, relatif aux demandes de subventions, ceux de la loi 1901 uniquement ;
- o Le contrat d'engagement républicain (modèle sur le formulaire).

Pour la structure porteuse de la demande de financement (pour les structures d'accompagnement notamment) différente de la structure porteuse de la demande de reconnaissance :

- Les statuts de l'organisme demandeur dûment déposés et enregistrés accompagnés pour les associations de la publication au JO ou du récépissé de déclaration à la préfecture, ou pour les sociétés du dernier extrait K-bis ou de l'inscription au registre ou répertoire concerné ;
- Le certificat d'immatriculation indiquant le n°SIRET dûment attribué (datant de moins de 3 mois) à la structure porteuse de la demande de financement.

LA SÉLECTION DES DOSSIERS POUR L'ATTRIBUTION DES FINANCEMENTS

Un **comité de sélection « Collectifs en transition agro-écologique » unique** est mis en place. Il est composé des structures pilotes suivantes :

- Services de l'État : DRAAF et DREAL ;
- Agence de l'Eau Artois-Picardie ;
- Agence de l'Eau Seine Normandie ;
- Conseil Régional Hauts-de-France.

Il pourra faire appel à des experts (Chambre régionale d'agriculture Hauts-de-France, DDTM, DDPP, experts du réseau de l'enseignement agricole, ...) afin d'éclairer l'avis du comité.

Tout membre du comité étant par ailleurs impliqué dans un projet ne participera pas à son examen.

Le comité de sélection examine les dossiers complets, au regard des critères de sélection et de priorisation définis pour chacun des volets. Il sélectionne ainsi les projets à reconnaître et/ou à soutenir et propose un taux d'intervention dans la limite des enveloppes financières disponibles. Le cas échéant, il peut orienter le demandeur vers une autre solution de financement pour les différentes actions prévues par le collectif.

Important : le passage en comité de sélection ne vaut pas décision d'attribution d'une quelconque aide, qui relève de la responsabilité de chacun des financeurs.

Les projets retenus en comité de sélection font ensuite l'objet d'une instruction complémentaire par le financeur identifié en comité de sélection selon les modalités et circuits propres à chaque financeur. Ainsi, chaque financeur notifie sa décision financière et conventionne directement avec le porteur de projets.

ANNEXES

ANNEXE 1 : Le plan de financement pour le volet « GIEE » et « Renouvellement de Financement »

ANNEXE 2 : Le plan de financement pour le volet « Emergence de groupes »

ANNEXE 3 : Attestation de coût journalier

ANNEXE 1 : Le plan de financement pour le volet « reconnaissance et financement d’un GIEE » et « renouvellement de financement d’un GIEE », avec des exemples (à retrouver en format xlsx sur le site de la DRAAF).

BUDGET PREVISIONNEL DETAILLE des dépenses envisagées par action, par acteur du GIEE et justifiées A PRESENTER POUR LE PROJET IMPORTANT : Si pour une même action, il y a plusieurs réalisateurs ou prestataires : distinguer une ligne par réalisateur ou prestataire (le cas échéant, faire référence au n° de devis fourni)														Partie DRAAF			
Numéros et noms des actions issues du plan d'actions mentionné dans le dossier de candidature	Description de l'action	Indicateurs de suivi	Réalisateur, prestataire de l'action /ref devis	Echéances de réalisation (année)	Type d'action (*)	Nombre	Unité	Coût unitaire	Livrables	Montant des dépenses (préciser si TTC ou HT *)	Montant de la subvention demandée dans le cadre de cet appel à projets	Nom des autres financeurs sollicités ou mobilisés par action	Montant de la subvention sollicitée ou moilisée auprès des autres financeurs	Montant éligible	Eligibilité de la dépense	Type de la dépense	Commentaires
Action 1 : Réalisation de formations sur des méthodes alternatives à l'usage de produits phytosanitaires et une meilleure compréhension du fonctionnement du sol	Apporter des connaissances sur : - état des lieux des IFT en Hauts-de-France ; - les techniques alternatives aux produits phytosanitaires ; - comment réduite l'usage des produits avec toujours autant d'efficacité (1 j en salle de formation) ; - tour de plaine pour présenter des résultats de champs (1 j) ; - etc ...	Taux de participation Nombre de jours de formation	M. Dupont de la Chambre d'Agriculture, devis formation	fin 2025 mi- 2026	A – pilotage / animation du groupe; B – appui technique	3	jours	XX €	Supports de présentation, feuille d'émargement	XXXX €	XXXX €	Autofinancement	XXXX €	XXXX €	Eligible	Formation	Devis bon
	Présenter le fonctionnement du sol sur une journée avec une présentation en salle le matin et l'étude d'un horizon l'après-midi, pour comprendre l'influence du sol (biotique et abiotique) sur les culture et quels sont des techniques de conservation du sol		M. Lefebvre, de l'Institut de Recherche	2026		1	jours	XX €		XXXX €	XXXX €	VIVEA	XXXX €	XXXX €	Non-Eligible	Formation	
Action 2 : Etudes et essais sur l'allongement des rotations et tester des couverts adaptés au sol du territoire	Mise en place d'essais sur les parcelles avec différents modalités (sol nu, une légumineuse, 2 espèces et 4 espèces) avec un suivi pluriannuel	Nombre d'agriculteurs engagés dans les essais terrains	M. Jordan, animateur	2025 -2026 - 2027	A – pilotage / animation du groupe	6	jours	XX €	/	XXXX €	XXXX €	Conseil régional	XXXX €	XXXX €	Eligible	Dépense personnel	
			Mme Turpin, animatrice			7	jours	XX €	/	XXXX €	XXXX €	Conseil régional	XXXX €	XXXX €	Eligible	Dépense personnel	
	Utilisation différentes semences de couverts et d'un contenant pour réaliser les mélanges de couverts	Nombre de placettes d'essais réalisés par modalités	Devis semences & Capture d'écran du contenant souhaité		D – autres (petits matériels)	5 sachets + 1 bac		XX € et XX €	Factures	XXXX €	XXXX €	Autofinancement	XXXX €	XXXX €	Eligible	Autres dépenses	Devis semences, mais pas de capture d'écran du contenant (en attente de justificatif)
				
Action 3 : Animation du GIEE durant la période de 3 ans du projet	Réaliser des réunions régulièrement avec le groupe, prendre connaissances de l'avancée des essais, voyage d'études...	Temps d'animation Nombre de réunion	Animatrice	2025 -2026 - 2027	A – pilotage / animation du groupe	...	jours	XX €	Tableau d'enregistrement	XXXX €	XXXX €	Conseil régional	XXXX €	XXXX €	Eligible	Dépense personnel	
	Réalisation des diagnostics de durabilité de fin de projet pour chaque exploitation du collectif avec l'outil...	Temps d'ingénierie		2027		40	heures	XX €	Diagnostics	XXXX €	XXXX €	.....	.....		Eligible	Autres dépenses	
Action 4 : Capitalisation		Nombre d'articles, de vidéos ...	.....	.....	C – diffusion des résultats et expériences	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
Action 5 : ...																	
Action 6 : ...																	
									TOTAL	XXXX €	XXXX €	x	XXXX €	XXXX €			

ANNEXE 2 : Le plan de financement pour le volet « émergence de groupes » (à retrouver en format xlsx sur le site de la DRAAF).

BUDGET PREVISIONNEL détaillé, à présenter pour le projet et justifié									Partie DRAAF			
IMPORTANT : Si pour une même action, il y a plusieurs réalisateurs ou prestataires : distinguer une ligne par réalisateur ou prestataire (le cas échéant, faire référence au n° de devis fourni)									Montant éligible	Eligibilité de la dépense	Type de la dépense	Commentaires
Description des actions issues du plan d'actions mentionné dans le dossier de candidature	Réalisateur, prestataire de l'action /ref devis	Objectifs	Type d'action (*)	Nombre	Unité	Coût unitaire	Livrables	Montant des dépenses (préciser si TTC ou HT *)				
Axe 1 : Animation du groupes durant l'année d'émergence												
Sous action 1 : Réunions pour la construction du groupe en GIEE	Mme Dupant, Animatrice	Consolider la cohésion du groupe en vue de le faire grandir en GIEE	A – pilotage / animation du groupe	5	jours	XX €	Feuille de présence Compte-rendus	XXX €	XXX €	Eligible	Dépense de personnel	
	Location de salle, devis salle	Avoir une salle de réunion se situant à proximité de l'ensemble des exploitations du collectif				XX €		XXX €	XXX €	Eligible	Autres dépenses	Devis OK
Sous action 2 : Réaliser un article de journal	Mme Dupant, Animatrice	Communiquer sur le collectif émergent	D – autres (communication)	1	jours	XX €	Article	XXX €	XXX €	Non-éligible		
Sous action 3: ....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
Axe 2 : Réalisation des diagnostics agroécologiques intial												
Sous action 1: Réunion de présentation et choix des diagnostics	Mme Dupant, Animatrice	Sélectionner le diagnostic qui sera réaliser sur chaque exploitation	A – pilotage / animation du groupe	1	jours	XX €	/	XXX €	XXX €	Eligible	Dépense de personnel	
Sous action 2 : Diagnostic des exploitations du collectif émergent	Mme Lefebvre, technicienne	Réalisation des diagnostics sur chaque exploitation	B – appui technique	10	jours	XX €	Diagnostics	XXX €	XXX €	Eligible	Prestation de service	Manque Devis ou convention de mise à disposition
	M. Raymond, ingénieur			8		XX €	Diagnostics	XXX €	XXX €	Eligible	Prestation de service	Devis OK
Sous action 3 : ...	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
Axe 3												
Sous action 1	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
Sous action 2	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
TOTAL DES DEPENSES								0 €				

ANNEXE 3 : Attestation de coût journalier

ATTESTATION DE COÛT JOURNALIER

Si plusieurs salariés interviennent dans le projet, un coût journalier devra être calculé pour chacun d'entre eux.

Pour rappel, il est impératif de distinguer le montant du coût journalier correspondant aux frais de déplacement et aux autres frais de fonctionnement du montant lié aux frais de personnel.

Coût journalier = frais de personnel + frais de fonctionnement = €

- Frais de personnel : $\frac{\text{Salaire} + \text{charges sociales}}{\text{Nbre de jours travaillé/an}} = \text{.....} \text{ €}$

- Frais de fonctionnement liés au projet : ... €

○ Frais de déplacement = €

○ Autres frais de fonctionnement, soit les charges indirectes¹ liés à la structure = €

Fait le / / à

Signature

¹ Charges indirectes = coûts logistiques des agents ayant travaillé sur les actions du projet (loyer, chauffage, téléphone, charges comptables, frais financiers/judiciaires, amortissement, assurances...).